

coles parce que nous les avons tous supprimés—nous les avons supprimés sur le bœuf, le porc, la viande, les fruits et ainsi de suite. Et, ce faisant, nous avons mis en danger la production agricole et assurément la consommation.

J'exhorte le ministre à réexaminer sa position, à prendre l'agriculture au sérieux et à finir par comprendre qu'il y a au ministère de l'Agriculture des gens qui savent ce dont ils parlent. Si le ministre des Finances (M. Turner) et le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) écoutaient les arguments invoqués en faveur de l'imposition de droits saisonniers ou annuels selon les exigences économiques de l'agriculture et les besoins du consommateur, le Canada serait un pays plus heureux, tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs. Ce devrait être l'objectif du gouvernement du Canada. C'est celui des députés de ce côté-ci de la Chambre. Cet objectif peut et doit être atteint.

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'ai trouvé fort intéressant le discours prononcé tantôt par le député de Lincoln (M. Higson) et certainement aussi celui du député qui vient de se rasseoir. Il serait inutile que je reprenne certains de leurs propos, mais malgré nos divergences idéologiques nous semblons nous entendre très bien sur la définition des problèmes.

Il me semble, et je sais que le ministre écoute toujours attentivement tous les discours, même quand il signe des lettres—il est, pour ainsi dire, ambidextre—et qu'il ferait bien d'écouter les plaintes des régions rurales du Canada car si le ministre veut bien jeter un coup d'œil à la carte électorale, il verra que son parti n'a que peu d'appui dans ces régions. Une des raisons de cet état de choses, à mon avis, c'est que, à tort ou à raison, on croit en général, surtout dans les zones du Canada, que le gouvernement libéral ne se soucie vraiment pas des problèmes de nos campagnes.

Je ne le soutiens pas. Je n'oserais le faire, mais il faut bien noter ce point de vue si l'on considère que le parti au pouvoir doit renforcer ses assises dans les campagnes canadiennes. Nous sommes témoins de voyages de toutes sortes aux quatre coins de notre pays, en Colombie-Britannique notamment où les candidats choisis ne sont probablement pas ceux du parti libéral. De fait, à l'heure actuelle il fait si piètre figure qu'on doit se demander si ce parti a des racines à l'Ouest de Winnipeg.

Je blâmerais bien volontiers le parti libéral pour tous les maux qui accablent ma circonscription, monsieur l'Orateur, mais cela m'est impossible. Cet état de choses provient de l'attitude négative que nous avons adoptée à l'égard de l'agriculture et, à mon sens, le gouvernement ferait bien de considérer attentivement les instances qui lui sont présentées en toute sincérité. On peut en attribuer la raison à l'attitude des plus négatives que nous prenons à l'endroit de l'agriculture et je ne suis pas le seul à le penser. Le gouvernement ferait bien de réfléchir très sérieusement aux instances faites avec beaucoup de sincérité par les

gens des circonscriptions rurales de ce côté-ci de la Chambre comme d'ailleurs du côté du gouvernement. Le ministre m'écoute, j'en suis sûr. Je ne suis pas certain, cependant, de la position qu'il prendra par la suite et c'est ce qui me tracasse un peu.

Monsieur l'Orateur, ma circonscription ne dépend pas autant qu'autrefois de ses industries agricoles, et cela à cause de l'intrusion urbaine. Mais il y a plus que cela. Une telle intrusion a été provoquée par les raisons que j'ai mentionnées plus tôt et aussi parce que le revenu de l'agriculture ne suffit pas à faire les frais du terrain. Peu importe les dispositions prises, comme celles du gouvernement de la Colombie-Britannique, par exemple, avec son zonage ou son bill 43, son blocage des terres. C'est très bien de bloquer les terrains, d'interdire le lotissement, mais si ces terrains n'assurent pas de revenu, alors vous traquez le cultivateur dessus. Il ne peut pas y faire grand-chose et il devient presque semblable à un paysan lié par contrat.

Le ministre et la Chambre m'accorderont sûrement qu'il importe, qu'il va de soi, si nous voulons garder nos cultivateurs, si nous voulons avoir une industrie de l'agriculture, que leurs labours soient rémunérés dans le domaine de leur choix, soit l'agriculture. Aussi, le Parlement doit veiller, par le genre de mesure à l'étude, à ce que leur revenu augmente. Or, le revenu du cultivateur augmente quand il vend ses produits. Le gouvernement propose ici que certains produits—de fait, tous les fruits et légumes, frais et en conserve—échappent au tarif pendant un an.

La plupart des gens estiment qu'il y a contradiction entre ce qui est bon pour le consommateur et bon pour le producteur et, comme bien des gens l'ont constaté, les deux ne vont pas de pair. Comment peut-on hausser le revenu du producteur tout en réduisant les prix à la consommation. Voilà l'énigme, et je suis sûr qu'elle tourne sans fin le ministre aussi.

● (1630)

Le handicap climatique du Canada, à mon avis, se manifeste notamment dans les prix plus élevés que nous devons payer pour nos produits agricoles par rapport à nos voisins du sud. Il me semble qu'il s'agit pour nous de savoir si nous voulons préserver notre industrie agricole. Comme n'importe quelle autre, elle ne s'adapte pas rapidement à des programmes à court terme, et nous voici saisis de ce que j'appellerai une résolution à court terme, ou du moins d'une tentative à court terme pour faire baisser les prix à la consommation.

Le Canada est déjà nettement un pays importateur de produits alimentaires, et je ne parle pas ici d'oranges ni de bananes, mais bien des denrées alimentaires que nous produisons au pays. Que pouvons-nous espérer de notre industrie agricole quand ses exploitants, après avoir fait des investissements considérables dans la construction de bâtiments, l'achat d'équipement, de fourrage, d'engrais et autre matériel agricole, constatent, ainsi que l'a déclaré ici le conseil horticole le 19 février, que la viabilité de leur industrie est menacée par suite de l'abolition sans préavis des tarifs protecteurs?

Je sais que le ministre a procédé à certains ajustements en ce qui concerne les tomates, et je pense qu'il a bien réagi devant le problème que posait l'importation des cerises, mais ce sont là les problèmes type que l'industrie horticole canadienne doit affronter tout le temps. Vous pouvez ne pas me croire sur parole, mais ce sont là des choses que répètent depuis des années les porte-parole des associations agricoles et des horticulteurs.

La brièveté de la saison cause un problème au Canada. Nos récoltes parviennent à maturité bien après celles de la